



curafutura

Die innovativen Krankenversicherer
Les assureurs-maladie innovants
Gli assicuratori-malattia innovativi

Autoportrait: «Un nœud doit être défait, pas tranché»

Josef Dittli, conseiller aux États uranais, est le nouveau président de curafutura

Josef Dittli préside curafutura depuis le 1er janvier 2018. Il a succédé à Ignazio Cassis, qui avait remis sa fonction en octobre dernier suite à son élection au Conseil fédéral. Ancien chef des finances du canton d'Uri, Josef Dittli connaît bien la question des assurances, notamment le rôle pas toujours évident des cantons dans le secteur de la santé. Membre de la commission de la santé (CSSS-CE) au Parlement, Josef Dittli permet à curafutura de poursuivre le travail qu'elle a mené jusqu'ici avec succès. Monsieur Dittli nous livre ses impressions après ses premiers mois à la tête de curafutura et l'impulsion qu'il souhaite lui donner au poste de président.

Monsieur Dittli, lorsque curafutura vous a demandé si la présidence de l'association vous intéressait, avez-vous spontanément répondu oui, ou avez-vous émis des réserves au vu de la situation politique en partie délicate?

Je me suis octroyé un temps de réflexion. Il m'importait surtout de déterminer si je disposais du temps et de l'énergie nécessaires pour assumer ce mandat exigeant et exposé et si ma famille pouvait supporter un nouvel engagement.

Ayant dirigé les finances du canton d'Uri, vous connaissez très bien la position des cantons. Si curafutura réclame davantage d'engagement de la part des cantons, nous pensons ici à EFAS, de quel côté penchera votre cœur?

Question délicate. Je comprends bien la position des cantons, notamment en ce qui concerne la politique de la santé. Les cantons ont une importante responsabilité à cet égard, et ils connaissent mieux que personne les demandes et besoins à l'échelon régional. En ce qui concerne EFAS, j'attends toutefois davantage d'ouverture à la discussion de la part des cantons. Au sujet des (trop) nombreux hôpitaux, j'attends davantage de transparence pour ce qui est des prestations relevant de l'intérêt général ainsi qu'une meilleure coordination intercantonale. L'objectif général est d'éviter un éventuel surapprovisionnement et, partant, de réduire les coûts.

Les assureurs-maladie n'ont pas bonne presse. Que peuvent faire curafutura et son président pour améliorer cette image?

Il est vrai que les assureurs-maladie sont rarement présentés de manière positive. Funestes messages des augmentations annuelles des primes, nous sommes pour beaucoup des boucs émissaires et la population considère que nous avons notre part de responsabilités. À tort! Notre association peut y remédier en collaborant de manière constructive et innovante avec tous les partenaires du système de



curafutura

Die innovativen Krankenversicherer
Les assureurs-maladie innovants
Gli assicuratori-malattia innovativi

santé, en continuant à s'engager pour un système de santé solidaire et concurrentiel et en défendant des solutions réalistes sur le plan politique. En tant que président, je me considère comme un interlocuteur ouvert pour les fournisseurs de prestations, les organisations de patients et de consommateurs, le monde politique et les autorités. J'ai aussi la chance de pouvoir communiquer de manière crédible les demandes de notre branche, en toute honnêteté et avec clarté.

En Suisse, nous avons la main sûre en matière de finances et nous réalisons de belles choses. Mais dans le domaine tarifaire par contre, les choses traînent. Un nœud gordien qu'on ne peut trancher?

Un nœud doit être défait, non tranché. Cela ne correspondrait pas à curafutura, et cela ne me correspond pas non plus. Certes, le défi est indéniablement de taille: concilier les attentes et besoins de tous, notamment des fournisseurs de prestations, pour trouver un dénominateur commun sans entraîner une explosion des coûts. En ce qui concerne le tarif médical, toutes les parties concernées doivent maintenant passer à l'action, faute de quoi une nouvelle intervention du Conseil fédéral est à craindre. Des forfaits ambulatoires sont dans certains cas tout à fait pertinents, mais il ne faut pas que cela aboutisse à des coûts moyens supérieurs à ceux du Tarmed.

Au cours de votre carrière politique, vous avez porté des projets étonnants. L'investissement de plusieurs milliards à Andermatt de Samih Sawiris par exemple vous doit beaucoup. Quel gros coup souhaiteriez-vous réaliser au cours de votre carrière dans le domaine de la politique de la santé?

Il a été plus simple d'amener Samih Sawiris à Andermatt que de réaliser un grand coup dans le domaine de la santé. Mais ne peignons pas le diable sur la muraille: notre système de santé n'est pas si mauvais que ça. Il est même l'un des meilleurs au monde. Nous n'en maîtrisons hélas pas les coûts. Prêcher la révolution n'amènerait cependant rien à notre système essentiellement fédéraliste. Nous devons chercher ensemble des solutions politiques susceptibles de convaincre une majorité: revoir le nombre d'hôpitaux, supprimer les incitatifs erronés permettant de maximiser les gains, gérer les admissions de médecins et les prix des médicaments, renforcer la responsabilité individuelle et améliorer la qualité, tirer parti des technologies, régler la question des données électroniques, etc. Notre objectif commun doit être de proposer à la population des soins de haute qualité, misant sur la solidarité et, surtout, abordables sur le plan financier. Nous devons pour cela renforcer la responsabilité individuelle et l'esprit communautaire de la population suisse.